

**Thème 3****POUR UNE ÉCOLE DÉMOCRATIQUE ET ÉMANCIPATRICE DANS UN MONDE JUSTE****Préambule**

Le SNUEP-FSU revendique un syndicalisme de lutte et de transformation sociale pour une société de justice sociale, démocratique, égalitaire, féministe et écologiste. Alors que l'enseignement professionnel public a un rôle important à jouer en termes de qualification de tout un pan de la jeunesse mais aussi un devoir éducatif et social, il subit depuis trop longtemps les attaques de gouvernements bercées par les sirènes du patronat et des marchés. Depuis quelques années s'y mêlent désormais la poussée d'idées réactionnaires et rétrogrades dans un contexte international de conflits armés et de crises sociale, politique, économique et écologique qui doivent nous rappeler que nos droits et nos libertés sont conquis sociaux qu'il faudra défendre vaillamment et en obtenir d'autres. Ces attaques ne doivent pas pour autant nous faire perdre de vue nos objectifs dont la réalisation passera par la conquête de nouveaux droits.

**FICHE 1 : Pour une école démocratique et émancipatrice**

L'école est comme tous les piliers de démocratie, soumise aux offensives de l'idéologie capitaliste néolibérale qui instrumentalise les réflexes réactionnaires pour tenter d'imposer son hégémonie à tous les pans de nos sociétés. Il faut donc défendre farouchement l'espace fondamentalement démocratique que constitue notre école. Ce combat doit se tenir partout où se fait l'école et doit être mené par tous ses acteurs et actrices : enseignant.es, personnels éducatifs, élèves, parents d'élèves. Parce que c'est là que se forment les citoyen·ne·s de demain, la démocratie doit y être sanctuarisée et pouvoir librement se déployer dans tous les aspects de l'école.

D'abord sur sa fonction et ses ambitions : On sait que les élèves n'entrent pas tous avec le même capital culturel et que celui-ci est déterminant dans leur scolarité et dans leur choix d'orientation. D'autres facteurs également inégalitaires ont une incidence très forte sur la réussite scolaire comme les conditions d'habitat, l'accès à l'hygiène et à la santé ou encore la qualité de l'alimentation. L'ambition que nous devons porter est celle d'une école qui donne à tous les enfants un égal accès à tout ce qui constitue notre culture commune pour leur permettre de devenir des citoyens et citoyen·nes libres et éclairés. Pour ce faire, l'école doit être protégée des pressions qu'elles soient réactionnaires, religieuses, économiques ou financières. L'idée de réussite scolaire sert communément de justification à la reproduction d'un système inégalitaire fondé sur la richesse, l'accumulation de patrimoine et la compétition.

Cet état de fait nourrit à son tour une conception utilitariste de l'enseignement et de l'orientation que nous connaissons trop bien au sein de la voie professionnelle. L'école n'est pas encore parvenue à neutraliser les diverses inégalités qui déterminent encore aujourd'hui, beaucoup trop de trajectoires humaines. Le caractère démocratique de l'école doit se traduire dans les contenus, et leur capacité à constituer des savoirs émancipateurs pour nos élèves. Ainsi, c'est une des fonctions de l'Éducation nationale que d'offrir à tout enfant grandissant sur le territoire français, des savoirs et des techniques, des œuvres et des activités sportives ou artistiques, dispensées par des enseignant·e·s qualifié·e·s et libres dans leurs choix pédagogiques. Liberté et égalité doivent ainsi être les directions cardinales à partir desquelles nous orientons nos politiques éducatives.

L'école est au service des élèves et les considère comme des citoyen·nes en devenir qui ont leur rôle à jouer dans son fonctionnement. Les enseignants et les personnels éducatifs mettent en œuvre leur expertise pour susciter leur adhésion et leur initiation aux principes de la démocratie dans sa dimension sociale notamment. La conscience écologique et l'idée d'intérêt collectif ne peuvent être convenablement comprises et acceptées que dans le cadre du service public de l'éducation. En tant que terrain de formation des esprits de la jeunesse, il est normal que les élèves se forment une conscience citoyenne au sein de l'école, notamment dans le cadre de mouvements ou d'organisations de jeunesse. Ces expériences, alliées à la fréquentation des instances démocratiques de l'institution doivent fournir aux jeunes les outils pour agir et penser en citoyens citoyen·nes autonomes et avisés.

54 La force de pénétration des idéologies réactionnaires ou libertariennes, des théories du complot et des  
55 manipulations est avérée. La concentration entre les mains de quelques magnats de la majeure partie  
56 de l'offre médiatique en France a des conséquences énormes sur les contenus des éditoriaux et plus  
57 largement sur les rapports entre la presse et le pouvoir. À ce titre, il nous incombe de nous organiser  
58 pour préserver la frontière entre les marchés et l'enseignement, ainsi que de veiller à ce que les  
59 usagers accèdent à une information claire et non manipulée pour qu'ils puissent appréhender avec  
60 justesse les dysfonctionnements du système éducatif. Il nous faut être vigilants et prendre la mesure  
61 des risques qu'entraînent sur notre démocratie la disparition progressive de tout média indépendant,  
62 l'instrumentalisation des formidables potentialités de l'intelligence artificielle ou encore le  
63 déploiement incontrôlé à très vaste échelle de systèmes de surveillance, en particulier avec la  
64 reconnaissance faciale.

65 Pour mener ces combats et construire une société plus juste et plus égalitaire dans les lycées pros :  
66 Le SNUEP-FSU appelle à rendre effectif un enseignement historique sur les conquêtes sociales et  
67 renforcer l'enseignement du droit du travail, aux médias auprès des élèves par des équipes éducatives  
68 formées. Celui-ci a été vidé de sa substance par les réformes successives des programmes scolaires.  
69 Renforcer dans les programmes de toutes les disciplines des contenus permettant de s'exprimer, de  
70 débattre et de comprendre le monde actuel.

71 Afin de former les jeunes au processus électoral, une formation systématique doit être dispensée au  
72 moment des élections des délégués.

73 Redonner du temps disciplinaire, de concertation et des moyens humains pour mener des projets  
74 autour de la démocratie.

75 Des stages de formations syndicales autour de problématiques de la concentration économique de la  
76 presse et des médias et de l'utilisation des réseaux et du déploiement de l'IA peuvent-être envisagés.  
77 Agir pour une école démocratique, c'est ce que nous faisons chaque jour en donnant à nos élèves  
78 respect, attention, considération, et les moyens de s'exprimer. C'est aussi ce que le SNUEP-FSU fait en  
79 exigeant une possibilité de poursuite d'études pour les élèves de LP.

80 Permettre à nos collègues de ne pas perdre de vue cet objectif est primordial. Accablé par les réformes  
81 désastreuses, il peut être compliqué de poursuivre la transmission des valeurs de justice sociale, de  
82 liberté. L'un des rôles du SNUEP-FSU est de donner aux collègues le courage de ne pas renoncer.  
83 L'irruption de « l'intelligence artificielle » augmente ce danger. La réalisation d'images, de  
84 conversations truquées est désormais à la portée de tous et toutes.

85 Le SNUEP-FSU se doit d'alerter les collègues. Par ailleurs, l'utilisation des données par les GAFAM doit  
86 nous interroger sur nos pratiques.

87 Le SNUEP-FSU luttera contre le choix autoritaire du ministère qui veut imposer l'uniforme dans les  
88 établissements scolaires. Alors que le manque de moyen est criant dans l'Éducation Nationale, cette  
89 mesure sert en réalité à masquer les véritables inégalités et les effets des réformes qui généralisent le  
90 tri social.

91

## 92 **FICHE 2 : Pour une école républicaine et laïque**

### 93 **2.1 Défense des valeurs Humanistes et républicaines**

94 Alors que l'école est l'objet de pressions diverses et d'attaques multiples et protéiformes, au nom  
95 d'idéologies politiques, religieuses et économiques, le SNUEP-FSU réaffirme son attachement  
96 indéfectible au principe de laïcité, à ses fondements émancipateurs et en condamne  
97 l'instrumentalisation. Les assassinats de nos collègues Samuel Paty et Dominique Bernard, ont été  
98 utilisés par divers courants politiques et religieux qui n'ont pas hésité à mettre en avant ce principe  
99 pour diffuser des idées nauséabondes et stigmatisantes.

100 L'ensemble de la communauté éducative doit rester soudée pour défendre ce principe de laïcité. Les  
101 établissements scolaires doivent rester des lieux protégés face à ces pressions. Le développement de  
102 l'esprit critique, du libre arbitre, en particulier dans l'éducation aux médias, doit avoir une place  
103 centrale dans l'ensemble des programmes, généraux comme professionnels.

104 Dans ce sens, le SNUEP-FSU demande un renforcement significatif des horaires et des contenus d'EMC  
105 et de Lettres-Histoire-Géographie afin de pouvoir former dans les LP des citoyens et citoyen-nés  
106 éclairés et critiques.

107 Le SNUEP-FSU dénonce l'entrisme et l'ingérence d'associations de parents affiliées notamment à des  
108 partis d'extrême-droite, porteuses d'une vision rétrograde, discriminante sur l'éducation et la  
109 jeunesse, et la place qui leur est faite dans l'espace politique et médiatique.

110 Le SNUEP-FSU organisera des stages de formation syndicale afin d'aider les collègues pour qu'ils  
111 puissent agir dans leurs établissements, quelle que soit la matière qu'ils-elles enseignent.

112

## 113 **2.2 Lutter contre les stéréotypes et les discriminations en LP**

114 La ségrégation professionnelle des métiers est une des premières causes des inégalités salariales entre  
115 les femmes et les hommes. Les métiers les plus féminisés sont les plus dévalorisés, les plus précaires  
116 et les moins rémunérés. Le gouvernement doit mener une politique volontariste pour augmenter les  
117 salaires des métiers féminisés et participer à améliorer leurs conditions de travail. La division sexuée  
118 des filières professionnelles est très marquée : les filles sont très largement représentées dans celles  
119 qui conduisent à des métiers déjà fortement féminisés et à l'inverse quasi absentes de celles qui  
120 mènent à des métiers masculinisés et plus rémunérateurs. Cette division sexuée dans les lycées pro  
121 est par conséquent une des entraves à la mixité des métiers et donc à l'égalité salariale entre les  
122 femmes et les hommes. Pour le SNUEP-FSU il est donc indispensable que le ministère engage des  
123 mesures fortes pour lutter contre les stéréotypes et les discriminations à l'orientation dans les filières  
124 professionnelles. Des moyens doivent aussi être fléchés pour que les filles disposent des conditions  
125 matérielles spécifiques (vestiaires, toilettes non mixtes etc...) et de listes d'entreprises offrant des  
126 conditions d'accueil pour leurs employés femmes. Le ministère doit aussi engager un travail important  
127 pour sécuriser les lieux de stages en particulier en matière de violences sexistes et sexuelles pour  
128 protéger les stagiaires filles qui y effectuent leur PFMP.

129 Le ministère doit engager aussi un plan d'action ambitieux, adossé à des moyens fléchés pour créer  
130 des conditions d'accueil satisfaisantes en établissement et en entreprise des élèves en situation de  
131 Handicap.

132 Pour le SNUEP-FSU, l'ensemble des discriminations doit être combattu en rendant notamment  
133 obligatoire l'installation dans toutes les académies, d'un observatoire des LGBTQIA+PHOBIES.

134

## 135 **2.3 Lutter contre l'arrivée en force des acteurs économiques dans les EPLE**

136 Les politiques actuelles mettent en œuvre des délégations de services publics au privé. Le SNUEP-FSU  
137 dénonce le détournement de fonds et de bâtis publics bradés aux entreprises privées.

138 Pour le SNUEP-FSU l'entretien des locaux, la restauration scolaire, la maintenance informatique  
139 doivent revenir pleinement aux régions et aux agents territoriaux.

140 Un des objectifs de la réforme de la Voie Professionnelle portée par le gouvernement est de mettre  
141 en adéquation les formations avec le tissu économique local autour de chaque EPLE. Les branches  
142 économiques auraient ainsi porte ouverte dans les EPLE, par l'intermédiaire des bureaux des  
143 entreprises, de professeurs associés, voire des places plus importantes dans les conseils  
144 d'administration des établissements. Cette intrusion va à l'encontre des valeurs émancipatrices des  
145 formations défendues par le SNUEP-FSU. Une offre limitée et inégalitaire serait proposée à un tiers de  
146 la jeunesse française, l'assignant ainsi à résidence géographique et sociale. Un tel projet, loin de lutter  
147 contre le décrochage scolaire, risquerait au contraire de le renforcer en aiguillant les jeunes issus  
148 majoritairement des milieux défavorisés vers les filières « en tension », et mal rémunérées, dans  
149 l'unique objectif de satisfaire les besoins immédiats de main d'œuvre au détriment du choix et des  
150 désirs de nos élèves... Certains conseils régionaux s'associent aux milieux économiques pour définir  
151 localement les contenus des formations, l'attribution des diplômes. Le ministère crée des liens  
152 organiques entre les entreprises et les lycées pro asservissant ces derniers uniquement aux exigences  
153 du monde économique au détriment de sa fonction éducative. Le SNUEP-FSU s'opposera partout avec  
154 force à ces pratiques.

155

## 156 **2.4 Pour l'application du droit universel aux vacances**

157 Le SNUEP-FSU rappelle que le droit aux vacances est un droit fondamental inscrit comme tel dans la  
158 loi contre les exclusions votée en 1998. Les annonces du président de la République proposant un  
159 raccourcissement des vacances scolaires estivales par une rentrée scolaire anticipée pour les élèves

160 qui en auraient le plus besoin, outre son caractère stigmatisant, va à l'encontre de ce droit universel  
161 et va à l'encontre de l'intérêt des élèves.

162 La réforme de la voie professionnelle entend modifier l'organisation de l'enseignement professionnel  
163 public sous statut scolaire en s'appuyant sur le modèle patronal de l'apprentissage.

164 Le SNUEP-FSU réaffirme que les élèves de la voie pro sont sous statut scolaire et doivent bénéficier  
165 des mêmes droits et modalités aux vacances scolaires que toutes et tous les lycéen·nes.

166 La question des vacances doit être envisagée dans le contexte plus large de l'organisation du travail,  
167 du partage des tâches et du sens donné au travail salarié. Réduire le temps de vacances des lycéen·nes  
168 qui se sont engagé·es dans la voie professionnelle est lié à la volonté du patronat d'assujettir toujours  
169 plus les salarié·es .

170 Le droit aux vacances doit s'inscrire dans un combat plus large, celui d'une réduction du temps de  
171 travail.

172

173

### 174 **FICHE 3 : Combattre les politiques néo-libérales et les extrêmes droites**

175 Les crises économique, sociale et sanitaire qui se sont succédées ont servi d'alibi pour renforcer la  
176 diffusion des idées d'extrême-droite et néo libérales en France comme en Europe. Les tensions qui  
177 accompagnent ces moments d'incertitude ont profité aux dirigeant·es pour viser certaines catégories  
178 de la population afin de les rendre responsables des difficultés et de les stigmatiser, immigré·es,  
179 racisé·es, précaires, LGBTQIA+... Les idées d'extrême-droite infusent également au sein des forces  
180 libérales à travers le monde comme en France. Face à ces positionnements qui vont à l'encontre de  
181 nos valeurs, l'enjeu est multiple. Le combat sur les mots et les idées est primordial. Alors que le  
182 Rassemblement national a effectué une entrée fracassante à l'Assemblée nationale, que ses résultats  
183 électoraux ne cessent de progresser sur l'ensemble du territoire français, le SNUEP-FSU doit démonter  
184 les arguments fallacieux et les contre-vérités et démontrer que les solutions de solidarité sont une des  
185 voies de sortie de crise.

186 Pour faire face aux dangers que représente la montée de l'extrême-droite au sein de la société, les  
187 stages de formations syndicales et intersyndicales doivent être popularisés.

188 Dans nos lycées professionnels, nous devons contribuer à contrer la diffusion de leurs idées  
189 dangereuses, notamment en revenant sur les enseignements devenus utilitariste a participé à  
190 instaurer un rapport de force pour rétablir des enseignements historiques et culturels.

191 De plus, tout incident à caractère raciste, prosélyte ou discriminatoire doit sérieusement être pris en  
192 compte par l'institution et ses représentants. Des actions de prévention doivent également être mises  
193 en place à tous les niveaux de la scolarité.

194 Le SNUEP-FSU doit poursuivre sa lutte contre le système néolibéral qui renforce les inégalités et qui  
195 engendre une défiance envers le politique et qui fait le lit de la montée de l'extrême-droite.

196 Le SNUEP-FSU dénonce le recours par l'appareil d'Etat, allié du capital, à la violence institutionnelle, à  
197 l'encontre de celles et ceux exprimant leurs revendications sociales syndicales et/ou politiques.

198

#### 199 **3.1 Lutter contre les idées d'extrême-droite et les discriminations dans toutes leurs formes.**

200 Le SNUEP-FSU combat le racisme et s'inquiète de sa diffusion et de sa banalisation dans la société,  
201 dans les plus hautes sphères de l'État comme dans le champ médiatico-politique. La mainmise du  
202 grand patronat, l'empire Bolloré entre autres, sur certains médias a accéléré la propagation des idées  
203 des extrêmes-droites. Le SNUEP-FSU considère que cette confiscation des médias par le Capital fait  
204 partie du problème et s'inquiète du manque d'indépendance dans les canaux d'informations qui  
205 favorise la diffusion de discours uniformes en faveur de l'ordre établi (Néolibéral, patriarcal...).

206 L'école a un rôle essentiel pour lutter contre cette normalisation et uniformisation voulue par ces  
207 médias qui font le jeu des extrêmes-droites.

208 Le SNUEP-FSU lutte contre toutes les discriminations et appelle à une réelle formation des  
209 enseignant·es sur la prévention et la lutte contre celles-ci tout en rappelant que la protection de nos  
210 élèves ne saurait être possible sans résoudre les dysfonctionnements structurels qui les produisent. Le  
211 ministère doit mettre en œuvre un protocole rigoureux qui enclenche une enquête administrative  
212 impartiale et objective lorsque les collègues réceptionnent la parole des élèves qui se déclarent

213 victimes de violences sexistes et sexuelles. Les suicides d'élèves LGBTQIA+ doivent amener aussi à une  
214 réaction forte.

215 Des groupes d'extrême-droite tels que « Parents vigilants » font pression pour limiter la mise en place  
216 de cours sur l'éducation à la vie sexuelle et affective et tentent d'entraver les interventions sur ces  
217 thèmes dans les établissements scolaires.

218 Le SNUEP-FSU exige que les 3 jours obligatoires d'éducation à la vie sexuelle et affective deviennent  
219 effectifs et enseignés par des personnels formés. Il apporte son soutien plein et entier aux associations  
220 labellisées comme le planning familial pour leurs actions dans les établissements scolaires.

221

### 222 **3.2 Face aux politiques réactionnaires : défendre les droits des femmes !**

223 Le SNUEP-FSU avec la FSU s'inscrit dans le mouvement de luttes féministes. La montée des idées  
224 réactionnaires met en danger les droits des femmes et l'ensemble des luttes progressistes. Les femmes  
225 sont les premières victimes de la montée de l'extrême droite. Le SNUEP-FSU avec la FSU participe aux  
226 mobilisations et actions en faveur des droits des femmes (grèves féministes du 8 mars, 25 novembre,  
227 défense de l'IVG...). Le SNUEP-FSU considère l'entrée de l'IVG dans la constitution comme un jour  
228 historique car il renforce son cadre juridique et devient un droit fondamental. Cependant, le SNUEP  
229 doit continuer à lutter pour le renforcement de l'accès à l'IVG fortement entravé par les politiques  
230 austéritaires qui ferment les CIVG et les maternités de proximité.

231 Le SNUEP-FSU s'engage à mettre tout en œuvre pour former l'ensemble des militant·es qui le  
232 souhaitent afin qu'ils et elles interviennent dans les instances pour renforcer les plans égalité pro et  
233 participent toujours plus à la réussite des mobilisations.

234

### 235 **3.3 Refus des lois stigmatisantes sur l'immigration**

236 Menée par le ministre Gérald Darmanin, la loi « pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration »  
237 met en péril le modèle d'intégration à la française déjà mis à mal ces dernières décennies. Cette loi est  
238 un signal fort montrant la porosité des gouvernements dit libéraux vis-à-vis des thèses d'extrême-  
239 droite. À rebours de la politique gouvernementale actuelle, le SNUEP-FSU revendique la régularisation  
240 de tous les travailleurs et travailleuses sans-papiers. Des moyens doivent être fléchés sur l'accueil et  
241 l'intégration des immigrés par des mesures orientées vers le développement des politiques scolaires,  
242 de la formation, du logement, de santé pour la régularisation de toutes et tous. Le SNUEP-FSU s'oppose  
243 aux tentatives du gouvernement de remettre en cause le principe du droit du sol à Mayotte.

244 Défendant le droit universel à l'éducation, le SNUEP-FSU défend ce droit pour tou·tes les élèves, quel  
245 que soit leur statut et leur nationalité, au sein de l'Éducation Nationale.

246

247

### 248 **3.4 Situation internationale**

249 La situation est de plus en plus inquiétante au sein de l'Union Européenne ou des coalitions de droite  
250 et d'extrême-droite se multiplient permettant l'accès au pouvoir de mouvements qui ne cachent  
251 même plus leur orientation néo-fasciste comme en Italie avec le gouvernement Méloni. En novembre  
252 2023, les Pays-Bas ont placé le parti d'extrême droite PVV de Geert Wilders largement en tête des  
253 élections législatives, témoignant de l'accélération de la xénophobie au sein de la population  
254 Européenne. L'extrême-droite et une partie de la droite française n'hésite pas à afficher une proximité  
255 avec de tels gouvernements, en particulier celui de Viktor Orban au pouvoir depuis 2010 en Hongrie.  
256 En Amérique du Sud, après le Brésil qui paye encore les divisions des années Bolsonaro, les élections  
257 argentines ont permis l'arrivée au pouvoir du libertarien Javier Milei. Son projet politique étant à la  
258 croisée des chemins des pires positions réactionnaires et libérales.

259 Le SNUEP-FSU continuera à dénoncer avec force les tentatives d'importation de ces idéologies  
260 libertariennes en France et participera à les combattre dans les années à venir.

261

262

263 **FICHE 4 : Solidarité internationale, dangers de prolifération des conflits et mobilisation pour la paix.**

264

**4.1 Face aux impasses Néo-libérales, répondre aux besoins humains, promouvoir la paix et protéger la planète !**

En Europe comme partout dans le monde, la situation dans nos professions se dégrade, tant sur le plan des salaires que des conditions de travail – d’ailleurs, à l’échelle de l’OCDE, la situation française est l’une des pires. A l’échelle européenne, la dégradation des services publics, conséquence de décennies de politiques néo-libérales, est évidente et elle frappe au premier chef les plus précaires et la jeunesse. L’austérité rétablie en Europe est immédiatement transposée dans la politique économique menée par Bruno Le Maire qui annonce 10 milliards de coupes budgétaires en 2024, 20 milliards en 2025, auxquels s’ajoutent les 16 milliards de la loi de finances imposée par le 49.3 en 2023. Les conséquences sont une fin de non-recevoir sur les revendications salariales et de conditions de travail et des services publics toujours plus exsangues.

Le gouvernement actuel continue de privilégier massivement les aides aux entreprises, dont nous voyons clairement les effets dans notre secteur avec les aides massives à l’apprentissage depuis la loi Pénicaud (Loi Avenir Professionnel) de 2018. Ces aides diverses - allègements de « charges », niches fiscales ... - atteignent au moins 170 milliards d’euros en 2023.

Conséquences logiques de cette politique, loin d’un « ruissellement » qui bénéficierait à tou-tes , les inégalités en France se creusent comme jamais depuis des décennies. Ces inégalités sont particulièrement criantes en Outre-mer.

Les 10 % les plus riches détiennent plus de la moitié de la richesse nationale quand les 50 % les plus pauvres se partagent moins de 10 % de celle-ci. Les milliardaires français font partie des grands gagnants : depuis 2020, leur fortune a augmenté de plus de 200 milliards d’euros, soit une hausse de 58%. À l’inverse, les plus précaires – dont nombre de jeunes, d’étudiants, d’étudiant·es et de familles monoparentales -, voient leur situation s’aggraver, notamment du fait de l’inflation. Ainsi, près de 15 % de la population se trouve en situation de privation, y compris pour l’alimentation.

En outre, malgré un affichage tourné vers l’urgence climatique (celui d’un « budget vert »), les orientations budgétaires gouvernementales confirment un autre choix lourd de conséquences : une priorité clairement orientée vers l’armement et les nouveaux équipements militaires, avec l’objectif de « se préparer à la guerre de haute intensité » voire de « basculer en économie de guerre ».

La LPM 2024-2030, dotée de 413 milliards d’euros, prévoit ainsi un doublement du budget de la défense entre 2017 et 2030 (hors pensions) pour atteindre 67,4 Milliards en 2030.

Au-delà de la logique mortifère que sous-tend la hausse de ces dépenses, augmenter les budgets militaires se fera au détriment des budgets sociaux dans le contexte d’une demande sociale de plus en plus alarmante.

Le SNU sous couvert « d’engagement » est un instrument de cette « militarisation idéologique » qui cible aussi la jeunesse, alors qu’il y a tellement besoin de temps pour développer l’esprit critique, approfondir les connaissances et les apprentissages ... Prendre encore du temps scolaire, désorganiser nos établissements et ce pour un coût considérable, plus de 2 milliards d’euros par an, alors que les moyens font tant défaut dans nos établissements, c’est totalement inacceptable.

Nous exigeons l’abandon de cette mesure inutile et néfaste et le basculement de l’ensemble des moyens dévolus au SNU sur le budget de l’Éducation nationale, de la Jeunesse et des sports.

Le rôle des enseignant·es est là encore de démontrer que la guerre n’est pas et n’a jamais été une solution, qu’elle est le résultat de la volonté d’hégémonie des plus riches.

Enseigner, c’est aussi apprendre aux élèves à questionner les rapports de domination, ouvrir le champ des possibles, chercher des solutions pacifiques aux conflits à tous les niveaux. Les discours « pro-guerre » sont aussi des moyens de détourner l’attention des populations des véritables problèmes et de faire des profits. Il faut développer la diplomatie, repenser les organismes internationaux et renforcer les coopérations entre les pays.

De même, dans un contexte économique où le commerce extérieur français accuse un déficit abyssal (163,6 milliards en 2022), la France fait partie des trois principaux pays vendeurs d’armes de la planète. Un « record » a même été établi en 2022, avec 27 milliards d’euros d’exportations, derrière les Etats-Unis et la Russie.

Nous pensons, à l’inverse de ces logiques funestes, qu’il faut réinvestir ces technologies et ces emplois dans le domaine civil, notamment pour développer les énergies renouvelables.

318 La France doit également ratifier le TIAN et porter la voix d'un processus vers la dénucléarisation du  
319 monde.

320 Pour le SNUEP-FSU, il y a urgence à réinvestir dans les services publics « de base » : santé, énergie,  
321 transports, eau, éducation ..., comme à opérer des choix forts pour mener à bien des politiques  
322 publiques pour la transition écologique.

323 Ces investissements sont indispensables aussi pour « faire société », pour assurer un avenir à la  
324 jeunesse, pour garantir un futur décent à nos anciens, pour répondre aux besoins actuels et à venir  
325 des populations comme à la préservation de la planète.

326

#### 327 **4.2 Pour les droits des peuples et la solidarité internationale.**

328 Les principes qui guident l'action et la réflexion du SNUEP comme de la FSU demeurent les mêmes  
329 depuis la création de notre fédération sur les questions internationales (renvoi aux corpus) :

330 Respect du droit international et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, comme la défense de  
331 principes fondamentaux, adossés à des grands principes universels, ceux de la charte de l'ONU ou la  
332 déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen. Nous sommes engagés au quotidien dans  
333 le combat contre le racisme et l'antisémitisme, la lutte contre toutes les discriminations et les  
334 politiques qui participent au dérèglement environnemental et climatique pour la défense de l'égalité,  
335 de la justice, des droits des femmes, du droit à l'éducation, des droits de l'enfance..

336 Le monde est durablement marqué par des bouleversements géopolitiques significatifs – déclin  
337 (relatif) de la puissance américaine, élargissement des BRICS, montée de l'antagonisme États-  
338 Unis/Chine – avec des contradictions de plus en plus aiguës : d'un côté, les aspirations des peuples  
339 à la justice sociale et à vivre mieux et de l'autre, un capitalisme mondialisé qui accroît les inégalités et  
340 exploite, des centaines de millions de travailleurs et travailleuses, tout en dégradant la planète et en  
341 hypothéquant les conditions de vie sur terre pour les générations présentes et celles à venir.

342 La plupart des conflits actuels ont comme caractéristique commune qu'ils touchent davantage les civils  
343 que les combattants (au Sahel, dans la corne de l'Afrique, au Congo ...). Les peuples de plusieurs pays  
344 subissent aussi des situations humanitaires terribles comme l'Afghanistan (aux mains des talibans,  
345 après plusieurs décennies de guerres et d'occupation militaire) ou le Yémen (où des millions de  
346 personnes continuent de vivre dans des conditions dramatiques après plus de dix ans de guerres, de  
347 blocus et de bombardements).

348 Bien souvent ce sont les femmes et les enfants les premières victimes de ces tragédies, parfois  
349 renforcées aussi par des politiques d'oppression – ainsi le calvaire des femmes afghanes, confrontées  
350 à l'obscurantisme des talibans. Nous réaffirmons avec force également notre soutien indéfectible aux  
351 femmes iraniennes comme notre condamnation de toutes les attaques contre les droits des femmes,  
352 que ce soit dans les pays précités ou bien dans des pays européens comme la Hongrie ou la Pologne,  
353 sans compter les multiples atteintes aux droits à l'éducation, aux droits du travail, à l'égalité ou aux  
354 droits des femmes, partout, hélas, dans le monde.

355 Nous réaffirmons notre solidarité avec l'ensemble des peuples qui luttent pour leurs droits et leur  
356 reconnaissance ou leur autodétermination, notamment les peuples sans État et sous domination  
357 coloniale, comme les peuples kurde et palestinien.

358 Ces batailles-là, pour l'émancipation, pour les droits humains et la solidarité internationale, méritent  
359 plus que jamais d'être livrées et nécessitent notre solidarité active.

360

361

#### 362 **4.3 La Guerre en Ukraine**

363 Depuis février 2022, l'Europe connaît une nouvelle guerre sur son sol, à la suite de l'agression militaire  
364 déclenchée par la Russie contre l'Ukraine, avec les conséquences tragiques d'une guerre, tant pour les  
365 troupes mobilisées que pour les populations civiles (Ukrainiennes comme Russes). Des millions de civils  
366 ukrainiens-nes ont été contraints de fuir leur pays, et on déplore des centaines de milliers de victimes  
367 – blessés ou morts - tant du côté ukrainien que du côté russe. Les enfants Ukrainiens enlevés par la  
368 Russie doivent être rendus à leurs familles. La responsabilité de la Russie est très claire dans cette  
369 guerre mais tout montre que l'escalade actuelle (impliquant de plus en plus directement les pays de

370 l'OTAN) conduit à une impasse toujours aussi meurtrière dans les deux camps sans issue militaire sur  
371 le front. Il y a urgence à agir pour un cessez-le feu et pour une paix durable.  
372 Depuis mars 2024, le gouvernement français exprime une volonté belliciste qui, si elle était suivie en  
373 Europe, impliquerait un conflit globalisé. Pour le SNUEP-FSU, nous devons tout faire pour trouver les  
374 voies de passage diplomatique en mettant sur la table des négociations le cessez-le-feu immédiat et le  
375 maintien de la neutralité de l'Ukraine comme le prévoient les résolutions de l'ONU pour obtenir un  
376 traité de paix au plus vite.

377

#### 378 **4.4 Le conflit Israël-Palestine et la guerre à Gaza**

379 Le conflit dure depuis des décennies, avec des périodes de guerres, une colonisation croissante de la  
380 Cisjordanie et de Jérusalem Est avec depuis septembre 2007 un blocus de Gaza.

381 Depuis le 7 octobre 2023 et l'attaque terroriste du Hamas en Israël (causant plus de 1200 morts, dont  
382 une quarantaine de français et environ 200 otages), le conflit israélo-palestinien revient de manière  
383 tragique, sur le devant de la scène. Depuis le 12 octobre, l'armée israélienne mène une intervention  
384 militaire de grande ampleur sur la bande de Gaza, avec l'objectif d'en finir avec le Hamas. Or, la  
385 population de Gaza, enfermée dans l'enclave est soumise à un blocus de plus en plus strict, à des  
386 restrictions d'accès aux ressources élémentaires (eau, nourriture, électricité, emploi...) et est  
387 largement dépendante de l'aide internationale (y compris pour la santé ou l'éducation). Dans un  
388 premier temps de la guerre plus d'1,5 millions de personnes ont été déportées du nord au sud tout en  
389 subissant de terribles bombardements quotidiens, touchant indistinctement des immeubles, écoles,  
390 hôpitaux... On déplore des milliers de morts sous les décombres, et cette population – composée  
391 majoritairement d'enfants – se retrouve dans une situation humanitaire et sanitaire catastrophique,  
392 dans un territoire détruit, sans possibilité de se réfugier ailleurs ou d'être à l'abri des bombes.

393 Il y a urgence à obtenir un cessez-le-feu immédiat, la libération de l'ensemble des otages et d'aller vers  
394 une solution politique qui applique le droit international préconisant d'aller vers une solution à 2 États  
395 aux frontières établies et sécurisées.

396 Le gouvernement de Benjamin Netanyahu, a une responsabilité écrasante dans l'aggravation des  
397 tensions comme dans la crise actuelle. Ce dirigeant d'extrême droite a tout mis en œuvre pour  
398 empêcher, depuis des décennies, avec notamment ses alliés religieux, la perspective d'une  
399 cohabitation pacifique entre israélien-nes et palestinien-nes. Dans les territoires sous autorité  
400 palestinienne dans le découpage des accords d'Oslo, l'implantation des colons a été favorisée partout  
401 en Cisjordanie et à Jérusalem Est (qui sont désormais 700 000) par les gouvernements israéliens au  
402 mépris des décisions onusiennes.

403 La France membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU, dispose des moyens pour intervenir en  
404 ce sens, pour le respect des droits du peuple palestinien, en exigeant l'arrêt immédiat de la  
405 colonisation (qui devra impliquer le démantèlement des colonies en Cisjordanie et de Jérusalem Est)  
406 et l'application des résolutions de l'ONU. (cf Corpus et textes des congrès précédents).

407 Aucun soutien militaire ne doit être apporté au gouvernement israélien.

408 Quelle que soit l'issue politique du conflit israélo-palestinien sur le long terme (deux Etats), dans un  
409 premier temps, l'urgence est d'obtenir la reconnaissance par la France d'un État de Palestine à côté  
410 d'Israël sur les frontières de 1967 pour rétablir un respect du droit international, seul moyen d'avancer  
411 vers une solution politique sur le long terme afin de créer les conditions d'une paix juste et durable  
412 entre Israélien-nes et Palestinien-nes.

413

#### 414 **4.5 Situation en Haïti**

415

416 Le pays vit une véritable catastrophe, avec une violence endémique, qui s'est accentuée depuis  
417 l'assassinat de l'ancien président, Juvenel MOISE. La situation humanitaire est dramatique, et les  
418 enfants et les femmes, obligés de se déplacer pour se protéger, sont les victimes collatérales de cette  
419 guerre entre les gangs et la police. La France, qui a une responsabilité historique particulière dans la  
420 situation, doit saisir l'ONU afin de ramener la paix dans le pays.

421 Le système éducatif haïtien est dans le chaos : la France doit garantir l'accès à l'instruction et à la  
422 formation, à tous les enfants et adolescents haïtiens qui arrivent sur notre sol, dans le strict respect

423 des articles L.111-1 et L.114-1 du code de l'éducation. Les établissements scolaires de Guadeloupe, de  
424 Guyane et de Martinique, les plus proches d'Haïti, doivent eux-aussi, bénéficier de moyens  
425 exceptionnels, afin de pouvoir immédiatement les accueillir.

426

427 **FICHE 5 : L'école dans l'anthropocène - Les lycées pros au cœur des enjeux de transformation de**  
428 **notre société.**

429 La responsabilité des activités humaines dans les changements globaux fait l'objet d'un consensus  
430 scientifique. La remise en cause de cette réalité repose au choix sur une dangereuse irrationalité, ou  
431 sur une malhonnêteté intellectuelle tentant de dissimuler des intérêts économiques ou des postures  
432 idéologiques irresponsables. Cette responsabilité humaine motive l'usage du concept d'anthropocène  
433 qui décrit la période actuelle de l'histoire de la Terre. Celle-ci se caractérise par les basculements en  
434 cours dans les rapports des sociétés humaines à leurs environnements et qui ont un impact significatif  
435 et global sur le système planétaire.

436 Le constat est plus qu'alarmant (6e extinction de masse, changement climatique, pollutions), et le  
437 système capitaliste responsable des dérèglements refuse d'opérer les transformations nécessaires.  
438 Depuis quelques années, la jeunesse se mobilise partout dans le monde pour dénoncer les dérives de  
439 ce système qui s'auto-détruit et menace son avenir.

440 Le SNUEP-FSU doit s'engager dans l'information et la formation des collègues pour que ceux-ci  
441 puissent informer et former leurs élèves : donner des clés et construire un argumentaire objectif pour  
442 contrer les lobbies et la désinformation. Il est également nécessaire de penser et rendre désirable une  
443 autre organisation du travail, car si la cause humaine des changements globaux ne fait pas débat, il est  
444 toutefois possible de relier ces phénomènes à un certain mode de production et d'organisation  
445 économique et social : le capitalisme. Changement global, anthropocène, qu'importe la façon de le  
446 nommer, un désastre est en cours et ce qui le provoque, c'est la quête perpétuelle de croissance dans  
447 le but d'accumuler toujours plus de richesses, par l'exploitation totale de notre planète, du vivant et  
448 des travailleurs et travailleuses. À ce titre, notre engagement syndical est en première ligne.

449 Pour le SNUEP-FSU, il est plus qu'urgent d'agir et faire preuve d'audace et d'imagination pour préparer  
450 les jeunes aux métiers de demain, et leur fournir les connaissances nécessaires à la compréhension et  
451 la prise en compte des crises auxquelles nous devons faire face. Dans cette optique, la carte des  
452 formations doit être revue, de nouveaux diplômes doivent émerger, de nouvelles formations doivent  
453 apparaître, d'autres doivent être modifiées, pour que les enjeux de la rupture écologique nécessaire  
454 soient pris en compte, notamment dans les domaines des transports, du bâtiment, du commerce, de  
455 l'énergie, de la gestion de déchets, de la conception...

456 Mais il est également important de fournir aux élèves de LP une formation générale très complète,  
457 pour leur permettre de s'adapter à tous les défis qui les attendent, et ainsi obtenir de nouvelles  
458 qualifications et de nouveaux diplômes au cours de leur carrière. Il faut sensibiliser à des pratiques  
459 plus responsables, en incitant à consommer moins et mieux ainsi qu'à recycler ce qui peut l'être.

460 Pour que ces formations puissent se faire dans de bonnes conditions, il est également urgent d'avoir  
461 une réflexion globale sur le bâti scolaire et le calendrier des examens. L'amélioration de l'efficacité  
462 énergétique des bâtiments, leur isolation nécessaire pour faire face aux périodes de fortes chaleurs  
463 qui ne vont devenir de plus en plus fréquentes, ne pourra se faire sans des moyens financiers et  
464 humains considérables.

465 En France, l'alimentation humaine représente 22 % de l'empreinte carbone de notre consommation  
466 totale. Il est impératif d'agir à l'école pour modifier les habitudes alimentaires. Le rôle des restaurants  
467 scolaires dans ce processus est primordial, et ceux-ci doivent avoir un comportement exemplaire.  
468 L'approvisionnement doit se faire en privilégiant les circuits courts, les produits biologiques locaux et  
469 de saison, en mettant en place un tri sélectif pour permettre le compostage des déchets...

470 Les PLP se doivent aussi de développer l'esprit critique des leurs élèves afin de leur permettre de  
471 devenir des professionnels lucides et critiques à l'encontre de pratiques destructrices. Le SNUEP-FSU  
472 pourrait se rapprocher des initiatives prises par la jeunesse aussi bien dans le monde de l'université  
473 que du travail : réflexions sur le sens du travail et son organisation pour s'adapter aux bouleversements  
474 induits par la crise climatique et environnementale. Le SNUEP-FSU doit s'interroger sur les leviers qui

---

475 permettront de donner à nos élèves la lucidité nécessaire pour s’engager positivement dans cette  
476 lutte.